

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

ODD : l'engagement du Gabon

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres, Lee White, a pris part le 22 février à la 5e session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5). Il s'agit de la réunion de plus haut niveau sur l'état de l'environnement dans le monde. Organisée sous le thème "renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable", cette réunion de haut niveau a abordé les questions urgentes en appelant à des mesures plus fortes pour protéger et restaurer la nature, ainsi qu'à des solutions basées sur la nature pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) dans ses trois dimensions complémentaires (sociale, éco-



Photo: D.R/L'Union

Forêt du Bassin du Congo.

nomique et environnementale). Le membre du gouvernement gabonais, lors de son intervention au dialogue de dirigeants portant sur "la contribution de l'environnement au développement durable pour construire un monde résilient et inclusif après la pandémie", a rappelé que le Gabon, qui absorbe plus de CO2 qu'il n'en émet, renforcera son engagement à contribuer à la lutte contre les changements climatiques. "Nous allons renouveler et réviser nos contributions déterminées au niveau national (CDN). Ceci afin de maintenir notre couvert

forestier exceptionnel comme solution basée sur la nature afin de lutter contre les changements climatiques et faire face à la crise de biodiversité actuelle", a souligné Lee White. Pour rappel, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement se réunit tous les deux ans pour fixer les priorités des politiques environnementales mondiales et développer le droit international de l'environnement. Les décisions et résolutions prises par les États membres lors de l'Assemblée définissent le programme de travail du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Les caféiculteurs africains perdent 791,9 milliards de francs par an

GM.NTOUOUME-NDONG
Libreville/Gabon

DANS le contexte de la pandémie de Covid-19 que traverse le monde depuis plus d'un an, l'exercice 2020 du Secrétariat exécutif de l'Agence des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (Acram) a été contraint de s'adapter à un mode de fonctionnement respectueux des mesures gouvernementales gabonaises d'une part, et aux faiblesses de la trésorerie de l'Agence, d'autre part. Un rapport réalisé durant ladite année par la plate-forme "Sélina Wamucii" montre que les prix payés aux caféiculteurs des pays africains sont plus bas que ceux des autres pays producteurs de café dans le monde. De même, au-delà du prix au producteur, la part des producteurs africains dans la chaîne de valeur du café torréfié est aussi plus faible que celle des autres régions productrices du monde. Ainsi, elle serait comprise entre 8,7 % et 12,6 %. Cependant, l'An-



Photo: D.R/L'Union

gola fait exception avec 18 %, devançant l'Inde (15,7 %) et le Brésil (14,9 %). Le rapport ressort que les conditions commerciales déloyales font perdre 1,47 milliard de dollars US (791,9 milliards de francs CFA) de revenus par an aux caféiculteurs africains. Le même rapport fait d'importantes recommandations, parmi lesquelles : développer les stratégies de promotion des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar dans le marché commun africain et dans le marché mondial du café ; apporter son concours dans la productivité des plants de caféier Robusta en Afrique, à travers une coopération scientifique des chercheurs et un partage d'expériences ; encourager et accompagner les initiatives d'organisation des filières dans les pays producteurs d'Afrique et de Madagascar.

Sécurité alimentaire : " Les Cités vertes du Gabon " en action

JMM
Libreville/ Gabon

La réussite d'une politique publique exige nécessairement une mobilisation citoyenne autour des projets engagés. Partant de ce principe, " Les Cités Vertes du Gabon ", une association à but non lucratif existant depuis deux ans, s'est donnée pour ambition d'être un réel partenaire du gouvernement dans la bataille de la sécurité alimentaire au Gabon. En effet, le Gabon importe chaque année pour 400 milliards de francs de denrées alimentaires, ce qui traduit une certaine dépendance mais aussi un pan de notre économie qui nous échappe. Fort de ce constat, des programmes innovants ont été initiés par le gouvernement ces dernières années, à savoir : " le programme graine ", " les classes vertes ", " vacances agricoles ", " Gabon famille verte ", pour ne citer que ceux-là, en vue de booster la production locale et renverser la tendance à l'importation. De ce fait, la création d'une association telle que "Les Cités vertes du Gabon" trouve tout son sens, dans la mesure où l'on note que plus de la moitié de la population gabonaise est citadine,

grande consommatrice des denrées alimentaires importées de l'étranger et dont les prix enregistrent parfois de fortes hausses, surtout en pleine crise sanitaire liée à la pandémie de Covid19. L'objectif affiché, selon la présidente de cette structure, Patricia Taye épouse Zodi, est de contribuer aux côtés du gouvernement au développement de l'agriculture en milieu urbain et périurbain. Notamment de susciter l'intérêt des citoyens pour le monde agricole, inscrire les familles dans une nouvelle opportunité économique, réduire le panier de la ménagère, et par voie de conséquence, une atténuation de l'impact environnemental lié aux importations. **ACTIONS*** C'est pourquoi, courant cette année 2021, les membres de l'association appelés les citoyens verts ont adopté lors d'une assemblée générale les trois projets retenus pour l'exercice 2021. Il s'agit de l'installation des Clubs Verts dans les lycées et collèges du Grand Libreville. Ce sont des plateformes d'initiation à l'agriculture mais aussi de promotion des métiers verts. Autre activité, le lancement des "Green Days", journées entièrement dédiées à la mise en pratique de l'agriculture,

à travers les jardins familiaux dans certains quartiers de Libreville. Il y a, également, la campagne de sensibilisation "Mon jardin en case" qui est un dérivé du projet gouvernemental "Gabon famille verte" avec un accent particulier mis sur les jeunes des quartiers. Ce sont au-

tant de projets que les citoyens verts avaient présenté respectivement au ministre de l'Agriculture, Biendi Manganga-Moussavou et au représentant de la FAO dans notre pays, Helder Muteia, aux fins de solliciter des deux personnalités un accompagnement technique et multiforme. En-

fin, l'association les "Cités Vertes du Gabon" se propose, à court et moyen termes, de jouer sa partition pour inciter nos gouvernants à inscrire dans nos curriculums d'enseignement et de formation, l'agriculture comme unité d'enseignement de base ou facultative dès le primaire.



Alain Cédric CAPITO
24/02/2020 - 24/02/2021

*Plus le temps passe, plus ton absence se fait sentir...
Un an aujourd'hui que tu as entamé ce voyage sans retour et c'est comme si c'était hier...*

Ton départ silencieux, solitaire, est le réel reflet de ton passage parmi nous.

La vie suit son cours, inexorablement, et le temps n'aide pas à oublier, mais à s'habituer. Car même si tu as quitté nos yeux, tu es toujours présent dans nos cœurs.

Malgré ton absence, tu restes vivant en chacun de nous, Alina.

Repose en paix.